



VALNEVA

Société Européenne à directoire et conseil de surveillance

Capital social: € 11 383 243,14

Siège social: 70, rue Saint Jean de Dieu, 69007 Lyon

R.C.S. Lyon 422 497 560

RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE SUR LES CONDITIONS D'ORGANISATION ET DE PRÉPARATION DES TRAVAUX DU CONSEIL DE SURVEILLANCE ET SUR LES PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE MISES EN PLACE PAR LA SOCIÉTÉ (ARTICLE L. 225-68, ALINEA 7 DU CODE DE COMMERCE)

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En application des dispositions de l'article L. 225-68, alinéa 7, du Code de commerce, je vous rends compte aux termes du présent rapport :

- + de la composition de votre conseil ;
- + des conditions de préparation et d'organisation des travaux de votre conseil de surveillance au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015 ;
- + des modalités particulières relatives à la participation des actionnaires à l'assemblée générale ;
- + des procédures de contrôle interne mises en place par la Société ;
- + des procédures de gestion des risques ;
- + des principes et règles arrêtés pour déterminer les rémunérations et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux.

Ce rapport a été approuvé par le conseil de surveillance le 18 Mars 2016.

Ce rapport a été élaboré en se référant aux recommandations de la place, notamment la recommandation AMF N° 2015-01.

Le conseil de surveillance a adhéré en 2010 au code de gouvernement d'entreprise pour les valeurs moyennes et petites, publié par MiddleNext en décembre 2009. La Société respecte une majorité des préconisations de ce code et expose au sein de ce rapport les recommandations non suivies et la motivation de cette décision suivant la règle « comply or explain ».

Valneva SE (ci-après « **la Société** », et ensemble avec ses filiales « **le Groupe** », « **Groupe Valneva** » ou « **Valneva** ») est une Société Européenne centrée sur le développement de vaccins. Elle s'est donnée pour mission de devenir un leader dans ces domaines.



TABLE DES MATIERES

1. COMPOSITION DU CONSEIL DE SURVEILLANCE.....	4
1.1 Membre du conseil de surveillance.....	4
1.2 Autres mandats détenus par les membres du conseil de surveillance et par les représentants permanents	7
1.3 Indépendance des membres du conseil de surveillance.....	7
1.3.1 Critères d'indépendance des membres du conseil de surveillance.....	7
1.3.2 Nombre de membres du conseil de surveillance indépendants	7
1.3.3 Conflit d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la Direction générale.....	8
1.3.4 Autres personnes présentes aux réunions du conseil de surveillance.....	8
2. CONDITIONS DE PRÉPARATION ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL DE SURVEILLANCE AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2015.....	8
2.1 Rôle et fonctionnement du conseil de surveillance de Valneva	8
2.1.1 Rôle du conseil.....	8
2.1.2 Tenue des réunions du conseil et taux de présence	10
2.1.3 Convocation des membres du conseil de surveillance et des Commissaires aux Comptes.....	10
2.1.4 Objet des réunions.....	11
2.1.5 Règlement intérieur du conseil de surveillance	12
2.1.6 Evaluation des travaux du conseil de surveillance	13
2.2 Comités	13
2.2.1 Comité des nominations et des rémunérations	13
2.2.2 Comité d'audit et de gouvernance	14
2.2.3 Comité stratégique.....	15
3. MODALITES PARTICULIÈRES RELATIVES À LA PARTICIPATION DES ACTIONNAIRES AUX ASSEMBLÉES GÉNÉRALES.....	16
4. PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES RELATIVES AUX PROCESSUS OPÉRATIONNELS ET FONCTIONNELS.....	16
4.1 Objectifs du contrôle interne et limites inhérentes	16
4.2 Organisation générale et mise en œuvre du contrôle interne.....	17
4.2.1 Les acteurs du contrôle interne.....	17
4.2.2 Procédures de contrôle interne mises en place.....	18
4.2.3 Procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration de l'information comptable et financière.....	19
5. LIMITATIONS QUE LE CONSEIL APPORTE AUX POUVOIRS DU DIRECTEUR GÉNÉRAL	23
6. PRINCIPES ET RÈGLES ARRÊTÉS POUR DETERMINER LES RÉMUNÉRATIONS	23
6.1 Cumul contrat de travail / statut de dirigeant.....	23



6.2	Rémunération fixe	23
6.3	Rémunération variable.....	23
6.4	Plan d'options de souscription d'actions et/ou d'actions gratuites.....	24
6.5	Indemnités de départ	24
6.6	Régimes et retraite supplémentaires	25
6.7	Jetons de présence.....	25
7.	INFORMATIONS CONCERNANT LA STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT ET LES ÉLÉMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE	25



1. COMPOSITION DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

1.1 Membre du conseil de surveillance

Votre conseil de surveillance comporte sept membres, tous agissant en tant que personnes physiques.

Nom	Mandat	Actions détenues au 17 mars 2016	Nombre de bons de souscription d'actions au 17 mars 2016
Frédéric GRIMAUD Président du conseil de surveillance	(Nomination par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 12 décembre 2012, fin de mandat lors de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015)	257 996 actions ordinaires Valneva	36 000
Alain MUNOZ Membre du conseil de surveillance	(Nomination par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 12 décembre 2012, fin de mandat lors de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015)	41 800 actions ordinaires Valneva	19 500
Michel GRECO Membre du conseil de surveillance	(Nomination par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 12 décembre 2012, fin de mandat lors de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015)	586 actions ordinaires Valneva & 486 actions de préférence Valneva d'une valeur nominale de €0,01 chacune	19 500
James SULAT Vice-Président du conseil de surveillance	(Nomination par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 7 mars 2013, fin de mandat lors de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015)	17 867 actions ordinaires Valneva	19 500
Hans WIGZELL Membre du conseil de surveillance	(Nomination par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 7 mars 2013, fin de mandat lors de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015)	0	19 500
Alexander VON GABAIN Membre du conseil de surveillance	(Nomination par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 7 mars 2013, fin de mandat lors de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015)	38 218 actions ordinaires Valneva & 22 048 actions de préférence Valneva d'une valeur nominale de €0,01 chacune	19 500
Anne-Marie GRAFFIN Membre du conseil de surveillance	(Nomination par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 7 mars 2013, fin de mandat lors de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015)	0	19 500



Frédéric GRIMAUD - Président du conseil de surveillance (51 ans) : Après avoir créé une société de service aux entreprises dans le domaine du management motivationnel des ressources humaines et de la qualité, M. GRIMAUD rejoint le Groupe Familial Grimaud en 1988 pour un rôle initialement commercial en France. Au début des années 1990, il anime le développement international du groupe, puis participe à l'initiation des projets biotech avant de prendre la direction générale puis la présidence du directoire du Groupe Grimaud La Corbière au début des années 2000.

Alain MUNOZ - Membre du conseil de surveillance (66 ans) : Diplômé en cardiologie et anesthésie/réanimation, M. Alain MUNOZ est Docteur en médecine, ancien interne et chef de clinique des hôpitaux. Après avoir été Vice-Président du développement international chez Sanofi, il a exercé pendant dix ans les responsabilités de Vice-Président senior de la division pharmaceutique du Groupe Fournier. Sous sa direction, plusieurs médicaments ont obtenu leur autorisation de commercialisation au niveau international (notamment Adenocard®, Cordarone®, Plavix®, Tricor®, Esclim®). Le Docteur MUNOZ a été membre du Conseil scientifique de l'Agence du médicament. Il dirige sa propre société dédiée au développement de médicaments et est membre du conseil d'administration de plusieurs sociétés de biotechnologie européennes.

Michel GRECO - Membre du conseil de surveillance (72 ans) : M. Michel GRECO est diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris (1965) et d'un MBA de l'Université Western Ontario / Richard Ivey Business School (Canada, 1968). Directeur Général d'Aventis Pasteur pendant cinq ans, M. Michel Greco dispose d'une expérience de 35 ans dans l'industrie pharmaceutique et des vaccins. Au cours des 12 dernières années, M. Michel Greco a été membre du conseil d'administration de plus de 20 sociétés de biotechnologie ou organisations non gouvernementales internationales, y compris comme conseiller auprès de l'Organisation Mondiale de la Santé et de l'alliance GAVI. Il est actuellement membre des conseils d'administration de Texcell et de Synthelis, et Président du conseil d'administration de l'hôpital Saint Joseph Saint Luc à Lyon.

James SULAT – Membre du conseil de surveillance (65 ans) – M. SULAT, de nationalité américaine, est titulaire d'une maîtrise en administration des affaires et d'une maîtrise en administration des sciences de la santé de l'Université de Stanford. M. SULAT a été membre du conseil de surveillance d'Intercell AG de Janvier 2005 jusqu'à la fusion avec Vivalis en mai 2013

M. SULAT est actuellement le vice-président du conseil de surveillance et Président du Comité d'audit et de gouvernance de la Société. Il est également membre des conseils d'administration de Momenta Pharmaceuticals, Inc., AMAG Pharmaceuticals Inc., Diadexus Inc. et Arch Therapeutics, Inc. M. SULAT a occupé les fonctions de Directeur financier de Maxygen, Inc., une société biopharmaceutique, d'octobre 2009 à juin 2013, ainsi que celles de Président et de membre du conseil d'administration. Il a par ailleurs occupé précédemment les fonctions de Président, Directeur financier et membre du conseil d'administration de Memory Pharmaceuticals Corp. et Directeur financier de R.R. Donnelley & Sons Co., Chiron Corporation et Stanford Health Services, Inc.

Hans WIGZELL – Membre du conseil de surveillance (77 ans) - Le Professeur WIGZELL, de nationalité suédoise, est titulaire d'un doctorat en médecine et d'un doctorat en sciences de l'Institut Karolinska. Le Professeur Hans WIGZELL est membre du conseil de surveillance d'Intercell AG (aujourd'hui Valneva SE) depuis mai 2006. Monsieur WIGZELL a également été membre du conseil d'administration de Karolinska Development AB, Raysearch AB, SOBI AB and Sarepta Therapeutics. Il est également Président de la Stockholm School of Entrepreneurship depuis 2000.

Alexander VON GABAIN – Membre du conseil de surveillance (66 ans) - Le Professeur Alexander VON GABAIN, de nationalité autrichienne, est Vice-Recteur de l'Innovation et du Développement Commercial à l'Institut Karolinska de Stockholm depuis 2014. Après avoir obtenu un Doctorat en Biologie Moléculaire à l'Université de Heidelberg, il a été post-doctorant à l'Université de Stanford. Il a été Professeur à l'Institut Karolinska de Stockholm et Conseiller de l'industrie pharmaceutique et de



biotechnologies. Entre 1992 et 1998, en tant que titulaire de la Chaire de Microbiologie à l'Université de Vienne, il a participé à la mise en place d'un partenariat public / privé avec Boehringer Ingelheim. En 1998, il a été co-fondateur de la société Intercell AG, et a été Président Directeur Général de la Société jusqu'à son entrée en bourse en 2005. Il y est resté Directeur Scientifique jusqu'en 2009. En 2011, il devient membre du conseil de surveillance d'Intercell AG et il conserve ce statut après la fusion en 2013 entre Intercell AG et Vivalis SA, fusion qui a créé la société de biotechnologie « Valneva SE », cotée aux bourses de Vienne et de Paris. Il a été également le co-fondateur de plusieurs sociétés de biotechnologies et, depuis 2007, il est Président d'une organisation incubatrice d'entreprises des universités viennoises, organisation à l'origine de plus de 140 start-ups. De 2008 à 2014, il siège au sein du Conseil de direction du European Institute of Innovation and Technology's (« EIT »), dont il est le Président de 2011 jusqu'à la fin de son mandat. Sous sa présidence, l'EIT a évolué en un fonds européen pour l'innovation, doté d'un budget de 2.8 milliards d'euros permettant à l'EIT d'assurer le fonctionnement de Communautés de Connaissance et d'Innovation (KICs) jusqu'en 2018. Un grand nombre de publications, brevets, chapitres de livres, et éditions de livres témoignent de sa passion pour l'innovation biomédicale. Ses réalisations ont été récompensées par de prestigieuses récompenses industrielles, des prix académiques et des nominations à titre de membre d'honneur, dont l'Académie Royale Suédoise des Sciences d'Ingénierie.

Anne-Marie GRAFFIN – Membre du conseil de surveillance (54 ans) – Madame Anne-Marie GRAFFIN, de nationalité française, est diplômée de l'ESSEC Paris. Après avoir débuté sa carrière pharmaceutique au sein des groupes Fournier (URGO soin et santé) et Johnson & Johnson (RoC SA), Madame Anne-Marie GRAFFIN rejoint Sanofi Pasteur MSD en 1998 où elle occupe notamment successivement les responsabilités de Directeur exécutif puis Vice-Président « Business Management », et enfin de Vice-Président Europe Président Office, membre du Comité exécutif, jusqu'en 2010. Madame Anne-Marie GRAFFIN est aujourd'hui expert et administrateur indépendant pour des industriels de la pharmacie et des sociétés de Biotechnologies. Madame Anne-Marie GRAFFIN a été administrateur de la société autrichienne Themis Bioscience GmbH et est actuellement membre du conseil de surveillance de la société Nanobiotix.

(a) Membres du conseil de surveillance élus par les salariés

Aucun.

(b) Censeurs

- + Bpifrance Participations, représentée par Mme Maïlys FERRERE, *Directrice d'investissement* ;
- + Athyrium Capital Management LP, représentée par Laurent HERMOUET, Managing Director, était censeur auprès du conseil de surveillance du 6 février 2015 au 3 février 2016.

(c) Cooptations

Aucun.

(d) Nombre d'actions à détenir par chaque membre du conseil de surveillance

Aucun.

(e) Nombre de femmes membres

Conformément à l'article L. 225-37 du Code de commerce (loi du 27 janvier 2011), nous vous rendons compte de l'application du principe de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du conseil. Notre conseil de surveillance comprend une femme. La Société n'est actuellement pas en conformité avec les exigences légales prévoyant que le conseil de surveillance doit être composé d'au moins 20% de membres de sexe féminin.



(f) Fin de mandat

La Recommandation n°10 du Code MiddleNext ne comprend pas de durée. En revanche, il est recommandé que le conseil veille à ce que la durée des mandats soit adaptée aux spécificités de l'entreprise, dans les limites fixées par la loi. Les mandats des membres du conseil de surveillance sont définis dans les statuts de la Société comme étant d'une durée de trois ans (une période d'un an s'entendant comme la période comprise entre deux assemblées générales annuelles consécutives), conformément aux dispositions légales en vigueur.

1.2 Autres mandats détenus par les membres du conseil de surveillance et par les représentants permanents

Une liste des autres mandats détenus par les membres du conseil de surveillance figure au sein de la Section 19.2 du Rapport de gestion de la Société établi pour l'exercice 2015.

Les membres du conseil de surveillance respectent les règles de non cumul des mandats prévues par la loi française au sein des articles L. 225-21 et L. 233-16 du Code de commerce. Les membres du conseil de surveillance n'exercent pas simultanément plus de 5 mandats d'administrateur ou de membre du conseil de surveillance au sein d'autres sociétés anonymes ayant leur siège sur le territoire français, étant entendu que a) ce nombre n'inclut pas les mandats d'administrateur ou de membre du conseil de surveillance exercés dans les sociétés contrôlées au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce, et que b) les mandats d'administrateur qui seraient détenus au sein de sociétés dont les titres ne sont pas admis aux négociations sur un marché réglementé et contrôlées au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce par une même société ne comptent que pour un seul mandat, sous réserve que le nombre de mandats détenus à ce titre n'excède pas cinq.

1.3 Indépendance des membres du conseil de surveillance

1.3.1 Critères d'indépendance des membres du conseil de surveillance

Nous reprenons ci-dessous les critères pour qualifier un membre du conseil de surveillance indépendant selon le Code MiddleNext (Recommandation n°8) :

« Quatre critères permettent de justifier l'indépendance des membres du conseil, qui se caractérise par l'absence de relation financière, contractuelle ou familiale significative, susceptible d'altérer l'indépendance du jugement :

- + *ne pas être salarié ni mandataire social dirigeant de la société ou d'une société de son groupe et ne pas l'avoir été au cours des trois dernières années ;*
- + *ne pas être client, fournisseur ou banquier significatif de la société, de son groupe ou pour lequel la société ou son groupe représente une part significative de l'activité ;*
- + *ne pas être actionnaire de référence de la société ;*
- + *ne pas avoir de lien familial proche avec un mandataire social ou un actionnaire de référence ;*
- + *ne pas avoir été auditeur de l'entreprise au cours des trois dernières années. »*

1.3.2 Nombre de membres du conseil de surveillance indépendants

Suivant le critère d'indépendance tel que défini ci-dessus, la Société estime que Messieurs GRECO, MUNOZ, SULAT, VON GABAIN et WIGZELL remplissent l'ensemble des éléments de ce critère et sont donc des membres indépendants. Ainsi, la Société est en conformité avec la Recommandation n°8 du Code MiddleNext.



1.3.3 Conflit d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la Direction générale

A l'exception de M. Frédéric GRIMAUD, qui est cousin issu de germain de M. Franck GRIMAUD, membre du directoire de la Société, il n'existe aucun lien familial entre les autres membres des organes de direction ou de surveillance de la Société.

A la connaissance de la Société, il n'existe aucun conflit d'intérêts potentiel entre les devoirs des membres du directoire et du conseil de surveillance et leurs intérêts privés et/ou d'autres devoirs.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'accords passés avec des actionnaires, clients, fournisseurs ou autres tiers importants aux termes desquels un membre du directoire ou du conseil de surveillance aurait été sélectionné en tant que membre d'un organe d'administration, de direction et de surveillance ou en tant que membre de la direction générale.

Cependant, en 2013, les membres du directoire de la Société ont accepté un certain nombre de restrictions au regard de la cession de leur participation dans la Société ; le lecteur est invité à se référer à la Section 15.6 du Rapport de gestion de la Société établi pour l'exercice 2015 portant sur le pacte d'actionnaires signé le 5 juillet 2013 entre le Groupe Grimaud La Corbière, Bpifrance Participations, M. Franck GRIMAUD, M. Majid MEHTALI, M. Thomas LINGELBACH et M. Reinhard KANDERA.

1.3.4 Autres personnes présentes aux réunions du conseil de surveillance

Les membres du directoire sont invités à chaque séance du conseil de surveillance. Messieurs Thomas LINGELBACH, Président du directoire, Franck GRIMAUD, membre du directoire et Directeur Général, et Reinhard KANDERA, membre du directoire et CFO, ont assisté à toutes les réunions du directoire qui se sont tenues depuis la fusion avec Intercell AG en mai 2013.

Siègent également à ces réunions M. Frédéric JACOTOT, en tant que Directeur Juridique et Secrétaire du conseil, ainsi que Mme Maïlys FERRERE, en tant que représentante de Bpifrance Participations, censeur. A partir de l'acquisition de DUKORAL® en février 2015, et jusqu'à sa démission le 3 février 2016, M. Laurent HERMOUET, représentant Athyrium Capital Management LP, censeur, a également assisté aux réunions du conseil de surveillance.

Les Co-Commissaires aux Comptes sont également invités à participer aux réunions du conseil de surveillance portant sur l'examen des comptes semestriels et annuels.

2. CONDITIONS DE PRÉPARATION ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL DE SURVEILLANCE AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2015

2.1 Rôle et fonctionnement du conseil de surveillance de Valneva

2.1.1 Rôle du conseil

Le conseil de surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la Société telle que mise en œuvre par le directoire.

Il nomme les membres du directoire et fixe leurs rémunérations. Il nomme le Président du directoire et, le cas échéant, les Directeurs Généraux. Il peut également prononcer leur révocation dans les conditions prévues par la loi et les statuts de la Société.

Il convoque l'Assemblée Générale des actionnaires, à défaut de convocation par le directoire.

A toute époque de l'année, il opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime nécessaires à l'accomplissement de sa mission.



Il autorise, préalablement à leur conclusion, et à la majorité des membres présents ou représentés conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, les conventions et opérations suivantes :

- (i) toute cession d'immeubles par nature ;
- (ii) toute cession totale ou partielle de participations ;
- (iii) toute constitution de sûretés, ainsi que les cautions, avals et garanties ; et
- (iv) toute convention visée à l'article 22 des statuts et soumise, conformément à l'article L. 229-7 du Code de commerce, aux règles énoncées aux articles L. 225-86 à L. 225-90 du Code de commerce, relatives aux conventions réglementées soumises à autorisation préalable du conseil de surveillance, à l'exception des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Sous réserve d'une majorité représentant plus de la moitié de ses membres en exercice (c'est-à-dire pour le premier conseil de surveillance, à une majorité de 4 des 7 membres en exercice), le conseil de surveillance autorise, avant leur conclusion, les accords et transactions suivants :

- (i) approbation du budget annuel;
- (ii) approbation du plan d'affaires (*Business Plan*) ;
- (iii) nomination et révocation des membres du directoire et directeurs généraux, décision sur leur rémunération et sur leur conditions de départ ;
- (iv) soumission à l'Assemblée Générale d'un projet de résolution relatif à toute distribution (y compris de dividendes ou de réserves) effectuées au bénéfice des actionnaires ;
- (v) approbation des modifications significatives des méthodes comptables ;
- (vi) soumission à l'Assemblée Générale Extraordinaire d'un projet de résolution et exercice de délégations de compétence ou délégations de pouvoirs accordées par l'Assemblée Générale des actionnaires et relatifs à l'émission d'Actions ou de titres donnant accès, immédiatement et/ou à terme, au capital de la Société ;
- (vii) programmes de réduction du capital social et de rachat d'actions ;
- (viii) soumission à l'Assemblée Générale d'un projet de résolution relatif à la modification des Statuts ;
- (ix) acquisition et cession de branches d'activité, participations ou actifs pour un montant supérieur à € 1 million et toute location-gérance de tout ou partie du fonds de commerce, à l'exception des opérations préalablement soumises et approuvées dans le cadre du budget annuel ou du plan d'affaires (*Business Plan*) ;
- (x) cession de droits et concession de licences relatifs à des anticorps, vaccins ou produits liés pour des montants supérieurs à € 1,5 million ;
- (xi) mise en œuvre de toute dépense en capital pour un montant supérieur à € 1 million non préalablement soumise et acceptée dans le cadre du budget annuel ;
- (xii) mise en œuvre de toute dépense pour le recrutement d'une équipe pour une rémunération totale annuelle brute (incluant les charges sociales et retenues fiscales) de € 1,5 million lors de la première année, et non préalablement soumise et approuvée dans le cadre du budget annuel ;
- (xiii) toute mise en place, refinancement ou modification des termes de tout emprunt (en ce compris les obligations) d'un montant supérieur à € 1 million et non préalablement soumis et approuvé dans le cadre du budget annuel ;



- (xiv) attribution d'options de souscription d'actions ou d'options ou d'options d'acquisition d'actions, attribution d'actions gratuites ou autres plans en faveur des membres du directoire et employés clé (c'est-à-dire les employés ayant une rémunération totale annuelle brute supérieure à € 100 000) ;
- (xv) toute opération de fusion, scission, apport, dissolution, liquidation ou autre opération de restructuration ;
- (xvi) tout accord ou compromis relatif à un contentieux pour un montant supérieur à € 500 000, étant entendu que tout accord ou compromis relatif à un litige pour un montant supérieur à € 250 000 sera revu par le comité d'audit du conseil de surveillance ;
- (xvii) tout changement significatif de l'activité ;
- (xviii) tout engagement de prendre l'une quelconque des décisions ci-dessus.

Il présente à l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle des actionnaires ses observations sur le rapport du directoire, ainsi que sur les comptes de l'exercice.

Le conseil de surveillance peut conférer à un ou plusieurs de ses membres, tous mandats spéciaux ou missions spécifiques pour un ou plusieurs objets déterminés.

Le conseil de surveillance peut en outre nommer, en son sein, un ou plusieurs Comités spécialisés dont il fixe la composition et les attributions, et qui exercent leurs activités sous sa responsabilité, sans que lesdites attributions n'aient pour objet de déléguer aux Comités les pouvoirs exclusivement attribués au conseil de surveillance par la loi ou les statuts, ni pour effet de réduire ou de limiter les pouvoirs du conseil de surveillance.

2.1.2 Tenue des réunions du conseil et taux de présence

Le conseil de surveillance de Valneva SE a tenu 16 séances durant l'exercice 2015. Le taux de présence moyen du conseil a été de 95,53%. Les membres du conseil de surveillance respectent en cela la Recommandation n°7 du Code MiddleNext relative à la déontologie du conseil et notamment à son assiduité.

Un registre de présence est signé par tous les membres du conseil de surveillance présents.

Cependant, il est à noter que les membres du conseil de surveillance n'étaient pas tous présents à l'Assemblée Générale Mixte du 25 juin 2015 ; la Société a donc à cet égard partiellement manqué de se conformer à la Recommandation n° 7 du Code MiddleNext relative à la déontologie du conseil et notamment à son assiduité.

Un projet de procès-verbal est proposé pour chaque séance du conseil de surveillance ; il reprend toutes les décisions à l'ordre du jour et est amendé au cours de la séance si nécessaire. Les procès-verbaux sont ensuite soumis pour approbation et signature à chaque membre du conseil de surveillance, préalablement à la tenue de leur prochaine réunion.

2.1.3 Convocation des membres du conseil de surveillance et des Commissaires aux Comptes

Valneva SE établit un planning prévisionnel des réunions du conseil de surveillance en année n pour l'année n+1.

De plus, Valneva SE fait parvenir la convocation aux membres du conseil de surveillance environ 8 jours avant la tenue d'un Conseil, par email, et par lettre avec accusé de réception pour les Co-Commissaires aux Comptes lorsque cela est requis.

Préalablement aux réunions du conseil de surveillance, tous les documents, dossiers techniques et informations nécessaires à la mission des sept membres du conseil de surveillance leur sont



communiqués. Le directoire peut informer les membres du conseil de surveillance, en dehors des réunions, de tout évènement majeur et fournir toute explication complémentaire. La Société respecte ainsi la Recommandation n°11 du Code MiddleNext.

Par ailleurs, les membres du conseil de surveillance sont régulièrement avertis de la confidentialité des documents qui leur sont communiqués, que ce soit au sein des documents eux-mêmes, mais également au sein des emails ou autres correspondances qui les accompagnent (Recommandation n°7 du Code MiddleNext.)

2.1.4 Objet des réunions

Au cours de l'année 2015, le conseil de surveillance a examiné et/ou pris des décisions sur les sujets suivants :

- + Avenants au contrat de prêt intersociétés ;
- + Approbation de l'opération Voyager ;
- + Approbation de la garantie à donner par la Société pour les obligations de sa filiale suédoise dans le cadre du contrat d'acquisition (« Sale and Purchase Agreement ») avec Crucell Holland BV ;
- + Approbation d'un prêt à la filiale suédoise de la Société ;
- + Approbation de la garantie à première demande à donner aux prêteurs dans le cadre ce prêt ;
- + Projet d'augmentation de capital et signature d'un contrat de garantie ;
- + Approbation d'une garantie à 1ère demande à constituer par la Société en faveur d'Athyrium ;
- + Approbation de la conclusion des autres sûretés à accorder par la Société en faveur d'Athyrium ;
- + Approbation de la conclusion de prêts intragroupes entre la Société et ses filiales suédoises ;
- + Approbation de la conclusion par la Société d'une convention de subordination ;
- + Nomination d'un deuxième censeur auprès du conseil de surveillance ; confirmation du premier censeur ;
- + Evaluation de la performance et du bonus du directoire pour 2015 ;
- + Objectifs et bonus du directoire pour 2015 ;
- + Examen des comptes sociaux de l'exercice clos au 31 décembre 2014 ;
- + Examen des comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2014 et du Rapport de gestion du directoire ;
- + Revue des points de vigilance du code de gouvernance MiddleNext ;
- + Approbation d'une lettre de confort en faveur du Fonds ERP et d'Austria Wirtschaftsservice GmbH, pour un prêt lié au projet *Pseudomonas* ;
- + Autorisation d'attribution d'options de souscription d'actions ;
- + Autorisation d'attribution de bons de souscription d'actions ;
- + Rapport du conseil de surveillance aux actionnaires ;
- + Rapports spéciaux du directoire ;
- + Rapport du Président du conseil sur les conditions d'organisation et de préparation des travaux du conseil de surveillance et les procédures de contrôle interne de la Société
- + Projets de résolutions à soumettre aux actionnaires ;



- + Conventions réglementées ;
- + Politique de la Société en matière d'égalité professionnelle et salariale ;
- + Organigramme de la Société et titres des mandataires sociaux ;
- + Autorisation de résilier le contrat de marketing et de distribution du 22 décembre 2006 entre Valneva Austria GmbH et GlaxoSmithKline Biologicals SA ;
- + Réunions et composition des comités ;
- + Renouvellement des mandats des membres du directoire
- + Autorisation de conclure des contrats avec les membres du directoire ;
- + Autorisation d'attribuer des actions de préférence payantes aux membres du directoire et du Comité exécutif ;
- + Autorisation de mettre en place un programme d'actions de préférence gratuites ;
- + Modification de l'opération de prêt approuvée par le conseil de surveillance le 13 décembre 2013 ; approbation des termes révisés ; approbation de l'augmentation de la garantie ;
- + Contrôle OePR (AFREP) ;
- + Renouvellement du conseil de surveillance ;
- + Développement et projets stratégiques ;
- + Rapports trimestriels du directoire ;
- + Quitus aux Gérants de Valneva Austria GmbH ;
- + Recapitalisation de Valneva Austria GmbH ;
- + Examen des comptes consolidés semestriels et du rapport semestriel du directoire ;
- + Gestion des risques ;
- + Stratégie de Recherche;
- + Caducité de bons de souscription d'actions ;
- + Mise à jour du règlement intérieur du directoire ;
- + Autorisation de conclure un contrat de services pour la recherche de nouveaux membres du conseil de surveillance ;
- + Auto-évaluation du Conseil du Surveillance ;
- + Budget 2016.

2.1.5 Règlement intérieur du conseil de surveillance

Conformément à la Recommandation n° 6 du Code MiddleNext, le conseil de surveillance de Valneva SE dispose d'un Règlement intérieur pouvant être consulté sur le site web de Valneva en se connectant à : www.valneva.com. Un exemplaire papier peut également être demandé à l'adresse suivante : VALNEVA, 6, rue Alain Bombard, 44800 SAINT-HERBLAIN, FRANCE, ou à l'adresse e-mail : investors@valneva.com.

Ce Règlement intérieur précise les missions et objectifs du conseil de surveillance et des Comités. Il fixe également leurs règles de fonctionnement.



2.1.6 Evaluation des travaux du conseil de surveillance

Selon la Recommandation n°15 du Code MiddleNext, le conseil de surveillance doit réaliser une évaluation de ses travaux. Cette auto-évaluation était planifiée pour la séance du 3 décembre 2015 ; cependant, à cette date, le conseil a décidé de conduire cette évaluation selon un processus écrit (mise à jour du questionnaire 2014, envoi à tous les membres, traitement des réponses, préparation d'une synthèse, discussion des résultats). Le conseil doit finaliser ce processus le 18 mars 2016. Par conséquent, la Recommandation n°15 du Code MiddleNext n'a pas été entièrement respectée en 2015.

2.2 Comités

La Société, conformément à la Recommandation n°12 du Code MiddleNext, crée des Comités en fonction de sa situation.

2.2.1 Comité des nominations et des rémunérations

Composition

Le Comité des nominations et des rémunérations est composé des quatre personnes indiquées ci-dessous :

- + M. Alain MUNOZ, Président du Comité
- + M. Alexander VON GABAIN
- + Mme Anne-Marie GRAFFIN

M. Michel GRECO était membre de ce comité mais en a démissionné en juin 2015.

Le Comité se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, et au moins deux (2) fois par an.

Missions

Le Comité soumet au conseil de surveillance des propositions concernant la nomination et la rémunération des dirigeants.

Il réfléchit à la succession des dirigeants et des membres du conseil de surveillance afin d'être en mesure de proposer des candidats susceptibles de pourvoir les sièges devenus vacants.

Dans le cadre de ses missions, le Comité doit notamment :

- a) Concernant les nominations :
 - + formuler des recommandations sur la pertinence des nominations, révocations, renvois et renouvellements des mandats du Président et des membres du conseil de surveillance, du Président et des membres des Comités et du Président et des membres du directoire. Il doit par ailleurs formuler des recommandations concernant les candidatures étudiées, sur le plan des compétences, de la disponibilité, ou encore de la compatibilité et de la complémentarité avec les autres membres du Conseil ou des Comités ainsi qu'avec les membres du directoire ;
 - + être à tout moment en mesure de proposer des personnes susceptibles de remplacer le Président du directoire ou le Président du conseil de surveillance ; et
 - + à la demande du directoire, émettre des recommandations sur la nomination ou démission d'un membre du conseil d'administration (ou tout autre organe équivalent), ainsi que sur la nomination ou le renvoi de représentants permanents de la Société au sein dudit conseil ou de tout organe équivalent ;



b) Concernant les rémunérations :

- + étudier et formuler des propositions pour tout ce qui concerne les différentes composantes de la rémunération des dirigeants de la Société (y compris des membres du directoire), l'attribution d'éléments de rémunération incitatifs (bonus) et l'ensemble des dispositions régissant les prestations de retraite et autres prestations de prévoyance, quelle qu'en soit la nature ;
- + s'assurer de la cohérence de ces règles avec l'évaluation annuelle de la performance des dirigeants de la Société, d'une part, et la stratégie de la Société, d'autre part, et vérifier qu'elles sont appliquées de manière adéquate ;
- + émettre, à l'attention du conseil de surveillance, des recommandations quant au montant total des jetons de présence des membres dudit Conseil devant être présenté à l'Assemblée Générale des actionnaires et, ainsi que sur la répartition de ce montant entre lesdits membres ;
- + examiner la politique et les projets du directoire en matière d'émissions d'actions réservées aux salariés de la Société; et
- + assister le conseil de surveillance dans la rédaction des parties du rapport annuel portant sur la rémunération.

2.2.2 Comité d'audit et de gouvernance

Composition

Le Comité d'audit et de gouvernance est composé des 3 membres suivants :

- + M. James SULAT, Président du Comité
- + M. Michel GRECO
- + M. Hans WIGZELL

Le Comité se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, et au moins deux fois par an.

Missions

Le Comité est chargé des questions relatives à la tenue des comptes et à l'audit ; il prépare l'adoption des comptes et assure le suivi de la mise en œuvre des bonnes pratiques et procédures en matière de gestion des risques. En outre, le Comité contrôle l'indépendance des Commissaires aux Comptes, notamment pour ce qui concerne les services complémentaires fournis à la Société (services liés à l'audit et services hors-audit). Il examine également les rapports établis par les Commissaires aux Comptes, le directoire et le conseil de surveillance.

Le Comité délivre également un service de conseil et de suivi relatif à la mise en œuvre des politiques de gouvernance et de respect des règles de conformité en vigueur au sein de la Société.

Dans le cadre de cette mission, le Comité doit notamment :

- + examiner et auditer les points énumérés ci-dessous (mais également assurer le suivi de leur bonne mise en œuvre et émettre toutes recommandations utiles à cette fin), à savoir:
 - le périmètre de consolidation, les méthodes comptables et les procédures d'audit ;
 - les comptes trimestriels, semestriels et annuels et en particulier les engagements en matière de provisions, risques significatifs et engagements hors bilan ;
 - les positions comptables relatives aux opérations significatives ;
 - les propositions d'adoption de changements significatifs dans les méthodes comptables ;



- la situation financière de la Société ;
 - l'examen par les Commissaires aux Comptes des états financiers semestriels et annuels de la Société et du groupe (comptes consolidés) ; et
 - les procédures de préparation de l'information destinée aux actionnaires et au marché ainsi que les communiqués de presse de la Société portant sur des informations comptables et financières ;
- + superviser le travail des Commissaires aux Comptes et assurer la surveillance des conditions garantissant l'indépendance de ces mêmes Commissaires, à travers les procédures suivantes :
- pilotage de la procédure de sélection applicable aux Commissaires aux Comptes ;
 - soumission au conseil de surveillance de recommandations relatives aux propositions devant être soumises par le directoire à l'Assemblée Générale des actionnaires en matière de nomination, remplacement et renouvellement des Commissaires aux Comptes ;
 - évaluation de la rémunération versée aux Commissaires aux Comptes et présentation au directoire de recommandations en la matière ; et
 - contrôle du bon respect par les Commissaires aux Comptes des règles régissant leur indépendance ;
- + superviser les procédures d'audit interne et surveiller l'efficacité des procédures d'audit interne et de gestion des risques :
- formulation de recommandations sur la mission et l'organisation du département d'audit interne de la Société et le plan d'action défini par ce dernier ;
 - examen des principales conclusions délivrées par le département d'audit interne dans le cadre de son action et rédaction d'un rapport correspondant à l'attention du conseil de surveillance ; et
 - examen de la contribution du département d'audit interne à l'évaluation des procédures de gestion des risques et de contrôle interne.

Le Comité se réunit avant toute réunion du conseil de surveillance convoquée en vue de délibérer sur l'examen ou l'approbation des comptes, du Rapport de gestion, des budgets pour l'exercice à venir ou sur l'examen des procédures de gestion des risques et de contrôle interne.

L'examen des comptes par le Comité doit s'accompagner d'une présentation par les Commissaires aux Comptes mettant en lumière les points critiques portant non seulement sur les résultats, mais également sur les choix comptables effectués, ainsi que d'une présentation par la Direction financière des risques pour la Société et des engagements hors bilan les plus importants.

2.2.3 Comité stratégique

Le Comité stratégique prévu dans le Règlement intérieur du conseil de surveillance n'est pas encore effectif.

Les principales dispositions du Règlement intérieur du conseil de surveillance relatives à ce comité sont toutefois détaillées ci-dessous :

Composition et fonctionnement du Comité

Le Comité stratégique est composé d'au moins trois membres ou de leurs représentants permanents désignés par le conseil de surveillance.

Le Comité se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, et au moins deux fois par an.



Missions

Les missions du Comité consistent à :

- + étudier et soumettre au conseil de surveillance des recommandations portant sur les projets de plans stratégiques et sur les budgets annuels de la Société élaborés par le directoire. En la matière, le Comité peut interroger les membres du directoire sur les hypothèses retenues pour l'établissement desdits plans ;
- + étudier et soumettre au conseil de surveillance des recommandations sur la création de toute unité commerciale ou filiale, sur les investissements effectués dans une ou plusieurs unités commerciales ou sur la prise de toute participation dans un pays dans lequel la Société n'exerce pas d'activité ;
- + étudier et soumettre au conseil de surveillance des recommandations sur les propositions de fusion, création de spin-offs ou transferts d'actifs en relation avec la Société ; et
- + étudier et soumettre au conseil de surveillance des recommandations sur toute opération impliquant une modification importante du périmètre des activités de la Société et de ses filiales.

3. MODALITES PARTICULIÈRES RELATIVES À LA PARTICIPATION DES ACTIONNAIRES AUX ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Les modalités relatives à la participation des actionnaires aux Assemblées Générales sont décrites au sein de l'article 27 des statuts de la Société, consultables sur le site internet de Valneva : www.valneva.com. Un exemplaire papier peut également être demandé à l'adresse suivante : VALNEVA, 6, rue Alain Bombard, 44800 SAINT-HERBLAIN, FRANCE, ou à l'adresse e-mail : investors@valneva.com.

4. PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES RELATIVES AUX PROCESSUS OPÉRATIONNELS ET FONCTIONNELS

La présente Section 4 s'applique à Valneva SE et ses filiales directes ou indirectes comprises dans le périmètre de consolidation, sauf mention contraire.

4.1 Objectifs du contrôle interne et limites inhérentes

Les procédures de contrôle interne ont pour objet :

- + la conformité aux lois et aux règlements ;
- + l'application des instructions et des orientations fixées par le directoire ;
- + le bon fonctionnement des processus internes de la Société, notamment ceux concourant à la sauvegarde des actifs ;
- + la fiabilité des informations financières.

L'objectif du système de contrôle interne est donc de prévenir et maîtriser les risques résultant de l'activité de l'entreprise et les risques d'erreurs ou de fraudes, en particulier dans les domaines comptable et financier. Comme tout système de contrôle, il ne peut cependant fournir une garantie absolue que ces risques sont totalement éliminés.



4.2 Organisation générale et mise en œuvre du contrôle interne

4.2.1 Les acteurs du contrôle interne

Etant donnée la taille de la Société, Valneva ne dispose pas à ce jour de service dédié au contrôle interne. En revanche, de multiples acteurs sont responsables et interviennent dans le contrôle interne, notamment et en premier lieu, le directoire, le conseil de surveillance et ses deux Comités. En outre, le Comité exécutif, la Direction financière, la Direction juridique et le groupe Assurance Qualité ont également un rôle majeur.

Le directoire

Le directoire définit les objectifs de la Société ainsi que les moyens mis en œuvre pour les atteindre. A ce titre, le directoire contrôle le respect de ces objectifs.

Le directoire doit veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations, ainsi que les comportements des personnels, s'inscrivent dans le cadre défini par les orientations données aux activités de l'entreprise de par organes sociaux, les lois et règlements applicables, ainsi que par les valeurs, normes et règles internes à l'entreprise.

Le conseil de surveillance

Le rôle du conseil de surveillance en matière de contrôle interne fait l'objet de la première partie de ce rapport. Il est assisté dans cette mission par deux Comités.

Le Comité exécutif

Le Comité exécutif comprend actuellement onze membres :

- + M. Thomas LINGELBACH, Président du directoire
- + M. Franck GRIMAUD, Directeur Général
- + M. Reinhard KANDERA, CFO
- + M. Manfred TIEFENBACHER, VP Finance
- + M. Frédéric JACOTOT, Directeur juridique
- + M. Frédéric LEGROS, VP Business Development
- + M. Jason GOLAN, VP Marketing & Sales
- + M. Olivier JANKOWITSCH, VP Corporate Development
- + Mme Andreas MEINKE, VP Preclinical and Translational Research
- + M. Klaus SCHWAMBORN, VP Discovery Research & Innovation

Le Comité exécutif est présidé par le Président du directoire, M. Thomas LINGELBACH.

Le Comité exécutif se réunit une fois par mois pour faire un état des lieux sur la marche de la Société, notamment d'un point de vue commercial et de gestion. Le Comité exécutif valide le fait que les objectifs fixés par le directoire et approuvés par le conseil de surveillance sont respectés. Il traite également de toutes les questions opérationnelles et organisationnelles portées à l'ordre du jour par chacun de ses membres.

A l'issue de chaque réunion, un compte-rendu est rédigé puis remis à tous les participants avec une liste de points d'action.



La Direction financière

La Direction financière (CFO) assure la conformité aux réglementations comptables et financières. Elle fournit également au directoire les éléments analytiques et financiers permettant le pilotage budgétaire de la Société.

La Direction juridique

Le Directeur juridique, également Responsable de Conformité Groupe, veille à la sécurité juridique des activités de la Société et s'assure du respect des lois et règlements en vigueur, notamment en appliquant et en mettant à jour le programme de conformité d'entreprise de la Société.

L'Assurance Qualité

Valneva fabrique des vaccins commercialisés au stade préclinique ainsi que des lots de vaccins et de protéines au stade clinique. Valneva fabrique également des banques cellulaires ou de virus. A ce titre, Valneva doit respecter la réglementation élaborée par les autorités gouvernementales et est soumise aux inspections des autorités réglementaires.

Afin d'assurer la conformité avec les exigences réglementaires, Valneva s'est dotée d'un département Assurance Qualité et met en œuvre des systèmes d'Assurance Qualité.

Conformément aux Bonnes Pratiques de Fabrication (« **BPF** »), des audits internes comme externes sont réalisés pour vérifier le respect des BPF et la mise en œuvre des procédures.

4.2.2 Procédures de contrôle interne mises en place

Analyse des risques

Valneva a effectué une analyse approfondie de ses risques. Ceux-ci sont détaillés au sein des Sections 5 et 6 du Rapport de gestion de la Société établi pour l'exercice 2015.

Procédures de contrôle interne mises en place à l'exception des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration de l'information comptable et financière

Des procédures sont établies afin de s'assurer que les principaux risques sont gérés en interne conformément aux objectifs définis par le directoire de la Société.

En ce qui concerne les risques liés à son activité, des réunions téléphoniques ou en visio-conférence entre chaque responsable de département et le Responsable de la gestion des risques sont organisées. S'agissant des aspects scientifiques, la Société fait également appel à des consultants sur des sujets précis, afin de faire valider ses choix.

En ce qui concerne les risques liés à la propriété intellectuelle, la Société comprend un « Responsable Propriété Intellectuelle » qui effectue une surveillance permanente, en conduisant notamment une revue régulière de l'état actuel de la propriété intellectuelle, avec l'assistance de cabinets spécialisés. Pour chaque nouvelle activité lancée au sein de la Société, des études sont par ailleurs effectuées à l'égard de ces questions de propriété intellectuelle. Des études sont également menées régulièrement pour les technologies plus anciennes. La Société peut ainsi évaluer la nécessité d'acquérir de nouvelles licences.

De façon complémentaire, la Société a souscrit des polices d'assurance afin de couvrir les principaux risques pouvant être assurés, avec des montants de garantie qu'elle estime compatibles avec la nature de ses activités. Par exemple, les risques liés à la responsabilité du fait des produits sont couverts jusqu'à vingt millions d'euros.



La Société protège aussi ses biens et ses actifs incorporels. La Société a également mis en place des systèmes de double stockage de ses données ou de ses cellules sur différents sites.

En ce qui concerne les risques de marché et les risques financiers, la Société effectue un suivi mensuel de sa trésorerie.

Au regard de la volatilité actuelle des marchés, la Société adopte une position conservatrice et prudente dans sa stratégie de gestion financière. La Société répartit ses actifs auprès de plusieurs établissements bancaires français, britanniques, autrichiens ou suédois, et pour chacun d'eux, sur plusieurs supports (SICAV, FCP, comptes à terme...).

S'agissant des OPCVM, la société privilégie les OPCVM « monétaires euro ». La sélection de Valneva exclut les SICAV et FCP qui cherchent à doper leur performance par des investissements à risque.

Pour les risques liés à l'information comptable et financière, les procédures mises en place sont détaillées au prochain paragraphe.

4.2.3 Procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration de l'information comptable et financière

Les objectifs assignés au contrôle interne en matière d'information comptable et financière

Les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière ont pour objectif de s'assurer de :

- + la fiabilité des comptes sociaux de la Société établis selon les normes comptables françaises (« *French GAAP* ») ;
- + la fiabilité des comptes consolidés de la Société établis selon les normes IFRS ;
- + de la maîtrise des risques d'erreurs, de fraudes, des inexactitudes ou omissions d'informations significatives dans les états financiers concernant la situation financière et le patrimoine de l'entreprise.

Les acteurs

Les acteurs des procédures de contrôle interne sont le directoire, la Direction financière, sous le contrôle du conseil de surveillance et du Comité d'audit.

L'organisation comptable et financière est fondée sur la séparation des fonctions et la connaissance des responsabilités de chacun.

La séparation des fonctions est effective dans la mesure où la Direction financière distingue les fonctions de comptabilité de celles de contrôle de gestion, tandis que le département « Achat » est également bien distinct.

En ce qui concerne la connaissance des responsabilités de chacun, un organigramme avec des descriptions de fiche de poste a été créé. De plus, un certain nombre de procédures existent en interne, notamment pour les achats.

Les systèmes prévisionnels

Le *Business Plan* à moyen terme est un document interne rédigé par le directoire. Ce document a pour but de définir les objectifs de la société à l'horizon de quelques années et de les décliner pour chaque activité. Il est régulièrement actualisé en fonction des décisions prises quant aux axes stratégiques et à l'évolution des marchés.

Le budget est établi en normes IFRS, après la définition des axes stratégiques par le directoire. Chaque année, le département « Contrôle de gestion » rencontre les responsables de département et



chefs de projet, et transmet au directoire les différentes hypothèses. Le directoire, conformément aux axes développés dans le business plan, effectue les choix de dépenses opérationnelles, d'investissements, d'équipements et de ressources humaines. Ce budget est présenté au Comité exécutif. Le budget est ensuite soumis au conseil de surveillance pour approbation.

Chaque trimestre, ou plus souvent si des impacts significatifs sont attendus, le département Contrôle de gestion conduit un processus prévisionnel basé sur les derniers résultats trimestriels et fait des prévisions pour les mois restants de l'exercice alors en cours, avec la même précision que le processus du budget annuel. Le compte de résultat correspondant et l'état de la trésorerie sont présentés au Comité exécutif, puis au conseil de surveillance pour information.

Le conseil de surveillance est informé mensuellement du compte de résultat et de l'état de la trésorerie et se voit remettre, lors des réunions trimestrielles, une présentation détaillée du compte de résultat et de la trésorerie, comparée au budget.

L'ensemble de ces documents est à usage interne et n'est pas accessible au public.

Les reportings trimestriels : les Soldes Intermédiaires de Gestion

Chaque mois, la Direction financière établit un tableau IFRS des Soldes Intermédiaires de Gestion (« **SIG** ») en accord avec IAS 34 et reprend les principes généraux des clôtures périodiques. Ces SIG sont également retraités sous une forme analytique par projet permettant un suivi des activités.

Un planning d'établissement des SIG est produit par la Direction financière et les services comptables des filiales, avec le détail des tâches, le responsable de chaque tâche, ainsi que les délais d'exécution. Ce planning est validé par tous les intervenants quant au délai de remise des documents.

Les SIG sont établis grâce au croisement des bases de données comptables et analytiques. Pour les données analytiques, le département Contrôle de gestion dispose de différents logiciels, notamment pour l'enregistrement des temps de travaux par chaque salarié, ou pour la gestion des achats de consommables par projet.

Ces SIG sont transmis aux managers et responsables de département en fonction de leur périmètre d'activité respectif, ainsi qu'au Comité exécutif, au directoire et au conseil de surveillance, et constituent ainsi un outil de Surveillance de la performance réelle de l'entreprise par rapport au budget.

L'ensemble de ces documents est à usage interne et n'est pas accessible au public.

Jusqu'à récemment, compte tenu de sa taille, la Société n'était pas soumise aux obligations relatives à la prévention des difficultés des entreprises. Cependant, en raison de l'augmentation du nombre total de salariés à la suite de l'acquisition de Crucell Sweden AB en 2015, les documents et rapports prévus à ce titre sont préparés pour la première fois en 2016.

L'élaboration des états financiers

Acteurs

Les comptes annuels sont préparés par le Responsable Comptable en France tandis que les états financiers annuels sociaux consolidés, d'une part, et les états financiers consolidés intermédiaires, d'autre part, sont préparés selon les normes IFRS par le responsable du département « Comptabilité et Fiscalité » de Valneva, ainsi que par les services comptabilité des différentes entités du Groupe.

En matière fiscale, l'équipe fait également appel aux services d'avocats fiscalistes, qui fournissent principalement des conseils dans les domaines suivants :

- + questions relatives aux principes fiscaux, aux techniques fiscales ou à l'interprétation de la réglementation;



- + vérification des déclarations fiscales de fin d'année établies par le service comptable (liasse 2065 et annexes) ;

Collecte et traitement de l'information

La collecte des informations est effectuée de la même façon que pour les soldes intermédiaires de gestion.

En ce qui concerne les états financiers annuels consolidés et non-consolidés, la Direction financière de Valneva établit un planning identifiant et présentant une ventilation détaillée des différentes tâches et opérations à effectuer, des personnes responsables de chacune de leur exécution et des délais de réalisation. Le planning de remise des documents est validé par tous les intervenants.

La Direction financière rédige également un document listant l'ensemble des points devant être vérifiés afin d'identifier les principaux risques et éviter tout risque de fraude ou d'erreur.

Par ailleurs, les sujets comptables liés à l'année en cours (par exemple le traitement des frais de développement et de l'amortissement des investissements immobilisés, l'interprétation des contrats importants complexes, et le traitement du prix des acquisitions) sont discutées lors de réunions préalables à l'arrêté des comptes annuels et semestriels. Il en est de même des changements de principes comptables qui auraient un impact significatif sur la présentation des états financiers. Participent notamment à cette réunion, le Directeur financier, le Directeur Général, le Président du directoire et le responsable du Département « Comptabilité et Fiscalité » de Valneva.

Une nouvelle réunion a ensuite lieu afin de prendre en compte les remarques des Co-commissaires aux Comptes. Assistent à cette seconde réunion le Directeur financier, le Directeur Général, le Président du directoire, le responsable du Département « Comptabilité et Fiscalité », le responsable « Comptabilité Groupe » (« *Group accountant* ») et le responsable comptable de Valneva SE. Les Co-commissaires aux Comptes sont également présents à cette réunion.

Des réunions complémentaires peuvent être organisées en fonction des besoins de manière à ce que les informations comptables et financières contenues dans les différents documents juridiques (rapports du directoire, procès-verbaux de réunion du directoire, rapports du conseil de surveillance, procès-verbaux de réunion du conseil de surveillance, ordres du jour et projets de résolutions des Assemblées) soient en concordance avec la comptabilité.

Les comptes consolidés du Groupe Valneva et les comptes sociaux sont soumis au contrôle des Co-commissaires aux Comptes de la société « Deloitte et Associés », représentée par Monsieur Gros, et de la société « PwC », représentée par Monsieur Charron.

Les états financiers intermédiaires semestriels font l'objet d'un examen limité par les Co-commissaires aux Comptes, ce qui n'est pas le cas des états financiers intermédiaires trimestriels.

Les systèmes d'information comptable et financière

Depuis le début 2014, toutes les entités du Groupe Valneva tiennent leurs comptes au moyen du système AX de Microsoft Dynamics, le système ERP du Groupe. L'entité acquise en 2015, Valneva Sweden AB, établit ses comptes via le système ERP « JEEVES ». Le grand livre est ensuite importé dans Microsoft AX, de façon à ce que tous les comptes soient dans le système ERP du Groupe Valneva.

“AX” est interfacé avec la paie, le logiciel de gestion de trésorerie et l'outil de « business intelligence » TAGETIK utilisé pour le contrôle de gestion. Valneva opère régulièrement des rapprochements entre ces logiciels.

Les immobilisations et les amortissements sont également traités par AX, sauf pour Valneva Sweden AB qui les traite via JEEVES.



Depuis début 2014, les factures fournisseurs sont enregistrées dans le système ERP AX, sauf pour Valneva Sweden AB qui les enregistre via JEEVES.

En fin d'année, les données comptables de AX pour l'entité Valneva SE sont transférées dans l'application « Etats Comptables et Fiscaux » de SAGE de manière à :

- + établir les comptes sociaux en normes françaises dans leur présentation officielle ;
- + établir la liasse fiscale 2065 et ses annexes ;
- + télétransmettre la liasse fiscale.

Les données informatiques sont régulièrement sauvegardées de façon complémentaire sur des bandes magnétiques qui sont elles-mêmes stockées dans un coffre-fort.

En ce qui concerne les données brutes (contrats, procès-verbaux etc.), un original et une copie électronique existent pour chaque document. Un exemplaire original de chacun de ces documents est conservé sur l'un des sites de Valneva (en général, sur le site directement concerné par ce document), tandis que les copies des contrats sont également partagées informatiquement (avec restrictions d'accès) via le réseau informatique interne de la Société.

Identification et analyse des risques affectant l'information comptable et financière

Lors de l'élaboration des comptes, la Direction financière rédige un document listant l'ensemble des points, opérations et contrôles devant être vérifiés afin d'identifier et éviter les principaux risques, notamment de fraudes ou d'erreurs.

En outre, Valneva a documenté les processus clefs au moyen d'un certain nombre de contrôles clefs.

Contrôles

Valneva procède aux contrôles habituels, par exemple lors de la clôture des comptes, tels que les inventaires de ses stocks ou les rapprochements bancaires.

Valneva utilise une matrice de validation des achats et des factures et a documenté les processus clefs au moyen d'un certain nombre de contrôles clefs.

Autres informations comptables et financières destinées aux actionnaires

A l'occasion d'opérations particulières (émission d'options de souscription ou d'achat d'actions, émission de bons de souscription d'actions, levée des droits attachés à ces titres, augmentations de capital etc.), des informations comptables et financières peuvent devoir être communiquées aux actionnaires. Elles sont alors, en fonction de leur nature et des obligations propre à l'opération concernée, élaborées en concertation avec la Direction et le Directeur juridique de Valneva pour être intégrées dans les documents juridiques.

Ces opérations sont souvent soumises à un rapport des Co-commissaires aux Comptes et/ou d'un Commissaire aux apports.

Communication financière et comptable

Les départements "Finances" et "Juridique" ont établi ensemble le planning des publications obligatoires.

Le Document de Référence est rédigé conjointement par les départements « Communication et Relations Investisseurs », "Finances" et "Juridique", et fait l'objet d'une revue par les Commissaires aux Comptes de la Société.



5. LIMITATIONS QUE LE CONSEIL APPORTE AUX POUVOIRS DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Les obligations d'information relatives aux limitations apportées par le conseil aux pouvoirs du Directeur Général ne concernent que les sociétés anonymes à conseil d'administration. Valneva est une Société Européenne à directoire et à conseil de surveillance et n'est donc pas concernée.

6. PRINCIPES ET RÈGLES ARRÊTÉS POUR DETERMINER LES RÉMUNÉRATIONS

La Société applique la Recommandation n°2 du Code MiddleNext sur la définition et la transparence de la rémunération des dirigeants et mandataires sociaux. La Société expose, ci-dessous, les principes de sa politique de rémunération.

6.1 Cumul contrat de travail / statut de dirigeant

La Recommandation n°1 du Code MiddleNext prévoit que la détention cumulée d'un contrat de travail et d'un mandat social doit être appréciée par le Conseil dans le respect de la réglementation.

Pour les sociétés à directoire et conseil de surveillance, cette Recommandation s'applique au Président du directoire. Si le Président du directoire de la Société n'est pas salarié de Valneva SE, il est cependant titulaire d'un contrat de travail, appelé « *Management Agreement* », avec la filiale de Valneva SE « Valneva Austria GmbH » dans laquelle il est co-gérant. Ce contrat est conforme à la législation autrichienne en vigueur, celle-ci permettant de combiner un contrat de travail et une fonction de direction dans la même entité. Le contrat en vigueur à la date du présent rapport a été autorisé par le conseil de surveillance de Valneva SE le 25 juin 2015.

6.2 Rémunération fixe

Les membres du directoire perçoivent une rémunération fixe, ainsi que certains avantages en nature.

Cette rémunération fixe est évaluée en fonction du marché de référence, des performances propres au mandataire et de ses responsabilités (Recommandation n°2 du Code Middlenext).

En ce qui concerne les avantages en nature, un des membres du directoire bénéficie d'une assurance chômage dont la prime est prise en charge par la Société. Par ailleurs, une couverture d'assurance « combinée » vie/décès a également été souscrite, et le coût pris en charge par le Groupe. Deux membres du directoire bénéficient actuellement d'une assurance décès et invalidité.

Des informations complémentaires relatives aux rémunérations fixes et avantages en nature versées aux membres du directoire au cours de l'exercice 2015 sont détaillés en Section 20.1 du Rapport de gestion de la Société établi pour l'exercice 2015.

6.3 Rémunération variable

Les membres du directoire perçoivent également une rémunération variable, la partie variable représentant un pourcentage de la partie fixe.

La partie variable n'est versée que suite au constat de l'atteinte effective des objectifs par le conseil de surveillance. Les objectifs sont définis par le conseil de surveillance sur recommandations du Comité des nominations et des rémunérations.

Les objectifs déclinés pour chaque mandataire correspondent aux objectifs de la Société. A chaque objectif est associé un coefficient.

Généralement, une revue de la progression relative aux objectifs fixés est effectuée en milieu de chaque année par le Comité des nominations et des rémunérations.



D'autres informations sur les rémunérations variables versées aux membres du directoire au cours de l'exercice 2015 sont détaillées en Section 20.1 du Rapport de gestion de la Société établi pour l'exercice 2015.

6.4 Plan d'options de souscription d'actions et/ou d'actions gratuites

En ce qui concerne les plans d'attribution d'options de souscription et d'actions gratuites, la Société, dans un but de motivation et de fidélisation, a toujours souhaité faire bénéficier ses salariés d'options de souscription d'actions ou d'actions gratuites, à travers la mise en œuvre de plans successifs (voir Section 13.2 du Rapport de gestion de la Société établi pour l'exercice 2015). La Société applique ainsi la Recommandation n°5 du Code MiddleNext sur les conditions d'attribution d'options et d'actions gratuites. Le nombre de titres attribués à chaque salarié dépend notamment de sa classification.

L'attribution d'options de souscription d'actions et/ou d'actions gratuites aux dirigeants a été dans le passé liée à la réalisation d'objectifs majeurs fixés par la Société. Cependant, des attributions peuvent être décidées en dehors de tout critère de performance. A cet égard, la Société n'applique pas la Recommandation n°5 du code MiddleNext sur l'exercice et les conditions d'attribution d'options de souscription et d'actions gratuites. En revanche, la Société lie ces attributions définitives ou la possibilité d'exercer des options de souscription à des critères de présence (sauf, cependant, dans des hypothèses de cession d'activités où des dérogations ont pu être accordées par le directoire de la Société), dans la mesure où l'objectif principal de la Société est de fidéliser ses mandataires sociaux et hommes clefs. De cette manière, la Société s'assure qu'elle est en mesure de proposer des niveaux de rémunération dont l'attractivité est conforme avec aux pratiques du secteur de l'industrie pharmaceutique. En revanche, la Société ne pouvant s'aligner sur les rémunérations servies dans le secteur, l'attribution d'options de souscription d'actions et/ou d'actions gratuites permet en partie de pallier ce différentiel.

Par ailleurs, un pourcentage d'actions gratuites et d'actions résultant de l'exercice d'options de souscription d'actions (habituellement 20%) doit être détenu par les dirigeants et les mandataires de la Société jusqu'à ce que ces derniers n'exercent plus leurs fonctions.

La plupart des plans d'options de souscription d'actions ne prévoient pas de « rabais » sur le prix d'exercice. Cependant, le plan d'options de souscription d'actions mis en œuvre en 2013 a prévu un rabais de 10% par rapport au cours de clôture moyen de l'action de Valneva sur le marché Euronext de Paris constaté les vingt derniers jours précédant la date à laquelle les options ont été attribuées.

En 2015, la Société a décidé que les plans d'options de souscription d'actions seraient principalement au bénéfice des salariés non dirigeants, tandis que les membres du directoire et du Comité exécutif auraient la possibilité de participer à un programme d'attribution gratuite d'actions de préférence convertibles, programme d'une durée de 4 ans qui requiert un investissement personnel.

D'autres informations relatives aux attributions d'options de souscription et d'actions gratuites accordées aux mandataires sociaux sont disponibles dans les rapports spéciaux du directoire établis en vertu des articles L. 225-177 à L. 225-186 du Code de commerce et des articles L. 225-197-1 à L. 225-197-3 du Code de commerce, ainsi qu'au sein de la Section 20 du Rapport de gestion de la Société établi pour l'exercice 2015.

6.5 Indemnités de départ

Le Code MiddleNext prévoit certains principes au sein de sa Recommandation n°3, concernant les indemnités de départ pour les dirigeants.

La Société a fixé les termes et conditions des indemnités de départ de ses dirigeants ; concernant M. Franck GRIMAUD, les dispositions relatives à ces indemnités se retrouvent au sein de son



« *Management Agreement* » conclu avec la Société, tandis que pour Messieurs Thomas LINGELBACH et Reinhard KANDERA, celles-ci se trouvent au sein de leurs « *Management Agreements* » respectifs conclus avec la filiale « Valneva Austria GmbH ».

Nous vous invitons à vous reporter à la Section 20.1.5 du Rapport de gestion de la Société établi pour l'exercice 2015 pour de plus amples informations sur le régime d'indemnités de départ prévu pour les membres du directoire de la Société.

Certains aspects du régime d'indemnités de départ des membres du directoire ne respectent pas la Recommandation n°3 du Code MiddleNext.

6.6 Régimes et retraite supplémentaires

Il n'existe aucun système de retraite supplémentaire au sein de la Société. Conformément aux pratiques habituelles en Autriche, deux membres du directoire, en tant que co-gérants de Valneva Austria GmbH, filiale de la Société, bénéficient d'une police d'assurance-vie de type épargne à long terme, pour laquelle la prime mensuelle est payée par Valneva Austria GmbH. Des informations plus détaillées sur cette police figurent dans la Section 20.1.5 du Rapport de gestion de la Société établi pour l'exercice 2015.

6.7 Jetons de présence

Le 26 juin 2014, les actionnaires ont voté une résolution prévoyant l'allocation de jetons de présence pour un montant de € 250 000 pour la période courant du 1^{er} juin 2014 au 31 mai 2015 et toutes les périodes de 12 mois subséquentes, sauf nouvelle décision. Contrairement à la Recommandation n°14 du Code MiddleNext, le paiement des jetons de présence n'est pas lié à l'assiduité des membres. En pratique, la Société n'a à déplorer aucun problème de ce type (cf. Section 2.1.2 du présent Rapport), ses membres étant généralement présents et disponibles pour l'exercice de leur mandat.

7. INFORMATIONS CONCERNANT LA STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT ET LES ÉLÉMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE

Conformément à l'article L. 225-100-3 du Code de commerce, les informations concernant la structure de l'actionariat et les éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique se trouvent au sein de la Section 15 du Rapport de gestion de la Société établi pour l'exercice 2015.

Le 17 Mars 2016

Frédéric GRIMAUD

Président du conseil de surveillance